



N°1189

18 décembre 2020

au 14 janvier 2021



Focus

Les régions ont-elles suffisamment de pouvoir ? - Le Temps du débat

France culture, 05/01/2021

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-temps-du-debat/les-regions-ont-elles-suffisamment-de-pouvoir>

Malgré la volonté affichée de décentraliser l'État, notamment au profit des régions, la pandémie a mis en lumière les éternelles difficultés rencontrées par ces collectivités territoriales : manque de moyens, de compétences, mais aussi de confiance... Comment coordonner les échelles du pouvoir ?

Ils ont pensé la laïcité

France culture, 12/2020

<https://www.franceculture.fr/emissions/ils-ont-pense-la-laicite>

"Article 1 : La République assure la liberté de conscience. Elle garantit la liberté des cultes (...)". Le 9 décembre 1905, la loi concernant la séparation des Eglises et de l'Etat est promulguée. Elle entrera en vigueur le 1er janvier 1906. Comme chaque année, le 9 décembre est l'occasion d'une commémoration officielle de la loi, rendue particulièrement sensible à la suite de l'assassinat de Samuel Paty le 16 octobre dernier.

Voltaire, Victor Hugo, Georges Clemenceau, Aristide Briand, Jean Jaurès, Mustafa Kemal Atatürk ... Ce podcast dresse le portrait de six figures clés dans l'histoire de la pensée et dans l'exportation du concept de laïcité à la française.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et environnement

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Sport

Le confinement, un jour sans fin dans les services des sports / CARDONA Samuel

Acteurs du sport, 12/2020, n° 224, p. 22-23

La gestion des services des sports s'annonce décidément bien compliquée cette année après un espoir déçu de retour à la normale à la rentrée. Le confinement est plus souple – mais il oblige les directeurs de service des sports à retravailler leur copie.

Une nouvelle gouvernance... et beaucoup de doutes [Dossier] / PICOT David

Acteurs du sport, 12/2020, n° 224, p. 7-10

<https://www.acteursdusport.fr/article/une-nouvelle-gouvernance-et-beaucoup-de-doutes.16234>

Dotée de sa tête de pont avec l'Agence nationale du sport, la nouvelle gouvernance du sport a pris du retard dans sa déclinaison territoriale. Le nouveau calendrier d'installation des conférences régionales du sport et des conférences des financeurs est perturbé par la crise sanitaire, économique et sociale, alors que sur le terrain, le chantier s'annonce dantesque. Perplexité et sentiment d'inquiétude semblent régner, notamment parmi les représentants des collectivités, acteurs appelés à jouer un rôle central.

Éducation artistique et culturelle : réussir le 100% : feuille de route 2020-2021

Ministère de la culture et de la communication, 14/10/2020, 28 p.

https://www.culture.gouv.fr/Media/Medias-creation-rapide/Feuille-de-route-2020_EAC.pdf2

Sommaire :

- Un parcours artistique et culturel adapté à chaque âge
- . Des enseignements artistiques renforcés
- . Des actions artistiques et culturelles tout au long de la scolarité
- Les axes prioritaires de la généralisation de l'EAC
- . Chanter
- . Lire
- . Regarder
- . S'exprimer à l'oral
- . Développer son esprit critique
- Une stratégie globale pour favoriser la généralisation de l'EAC
- . Former les acteurs de l'EAC
- . Diffuser les ressources
- . Évaluer le 100 % EAC
- Charte pour l'éducation artistique et culturelle
- Coordonnées

<https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Education-artistique-et-culturelle/Reussir-l-objectif-100-EAC-a-l-ecole>

Aménagement et développement des territoires

Vente en ligne, livraison... la folie du colis contraint la ville à se transformer

Lemonde.fr, 21/12/2020

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/21/la-folie-du-colis-contraint-la-ville-a-se-transformer_6064050_3234.html

Avec l'essor des achats sur Internet et la limitation de la circulation automobile, la logistique urbaine devient de plus en plus problématique. La solution : rapprocher la marchandise du consommateur, tout en misant sur des modes de transport écologiques.

[Retour sommaire](#)



Relocalisation au service de la transition ... Quels leviers ? / 27e Région, 16/12/2020

<http://www.la27eregion.fr/relocalisation-au-service-de-la-transition-quels-leviers/>

Présentation d'expériences inspirantes de relocalisation et point de vue autour de la stratégie d'attractivité, d'un développement plus endogène, d'une remunicipalisation de services publics, de l'usage des marchés publics et de l'enjeu de la transition écologique.

Vingt ans de loi SRU [Dossier]

Actualité Juridique. Droit Administratif, 14/12/2020, n° 42/2020, p. 2407-2432

La loi n° 2000- 1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains avait été saluée lors de son adoption comme une réforme profonde des droits de l'urbanisme et de l'habitat. Si elle avait été critiquée, en particulier pour sa longueur, force est de constater que les outils, au premier rang desquels le plan local d'urbanisme, qu'elle a donnés aux aménageurs locaux se sont imposés dans la durée. Très souvent attaqué, le quota de logements sociaux imposé aux communes n'a pourtant jamais été remis en cause dans son principe, par aucune alternance politique. Même s'il est vrai qu'il a fait l'objet de durcissements et assouplissements successifs qui ont rendu les règles peu lisibles. En matière d'aménagement, la loi SRU a sonné le glas du plan d'aménagement de zone. Un choix du législateur dont la pertinence reste toujours à démontrer.

Au sommaire :

- La loi SRU, vingt ans après. Rozen Noguellou
- Le plan local d'urbanisme, vingt ans après. François Priet
- L'article 55 de la loi SRU : une main de velours dans un gant de fer. Alice Fuchs-Cessot
- La loi SRU et les procédures d'aménagement. Seydou Traoré

Organisation des mobilités : que peuvent les territoires ruraux ?

Intercommunalités, 12/2020, n° 255, p. 24-32

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco255-WEB.pdf>

Si la LOM offre de nouveaux leviers aux communautés de communes pour améliorer l'accessibilité de leur territoire, Xavier Desjardins, professeur en urbanisme et aménagement de l'espace à Sorbonne université, rappelle que leurs effets dépendront de leur adaptation au contexte local et de leur adéquation à l'évolution des modes de vie.

<https://www.adcf.org/articles-nouvelles-solutions-de-mobilite-dans-les-espaces-de-faible->

<https://www.adcf.org/articles-ecomobilite-agir-a-l-echelle-intercommunale.-guide-pratique-5253>

Les intercommunalités, relais du plan de relance [Dossier]

Intercommunalités, 12/2020, n° 255, p. 8-21

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco255-WEB.pdf>

"Les mesures du plan de relance dont peuvent se saisir les intercommunalités sont connues. Elles sont nombreuses. L'enjeu désormais est de se les approprier dans chaque territoire et d'identifier les opportunités qui permettront de soutenir l'économie locale."

Principales mesures qui concernent les intercommunalités : environnement, cohésion, compétitivité.

Retour d'expérience : la communauté d'agglomération de Paris-Saclay, la communauté de communes du Kreiz-Breizh -Côtes-D'Armor

<https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance>



Produire des fruits et légumes dans un container autonome / LECLERC Hélène

Id Efficience Territoriale, 12/2020, n° 77, p. 44-45

Agriculture urbaine. Produire 10 tonnes de fruits et légumes par an dans un container maritime isotherme totalement autonome en énergie : c'est le projet porté par Independent Living Base qui a trouvé le soutien de la Région Ile de France et la ville de Sartrouville pour mener son expérimentation en partenariat avec un réseau de scientifiques.



Le Loiret lance son wifi territorial / ROUDET Louise

Id Efficience Territoriale, 12/2020, n° 77, p. 40-41

Tourisme. Les associations Tourisme Loiret et Loiret Numérique se sont associées pour développer un projet numérique ambitieux pour le Loiret autour du Wifi territorial.

[Retour sommaire](#)



Grenoble expérimente les lignes de covoiturage / TROCHON Edouard

Id Efficience Territoriale, 12/2020, n° 77, p. 32-33

Mobilité. Ecov, entreprise française de l'Economie Sociale et Solidaire qui développe des solutions de covoiturage courte distance, a lancé avec le Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise (SMMAG), la Métropole de Grenoble et les Communautés du Pays Voironnais et du Grésivaudan, un réseau de lignes de covoiturage. Une première en Europe.



Méthode participative pour aire de jeux inclusive / CESSIEUX Baptiste

Techni.cités, 12/2020, n° 338, p. 43

En septembre 2020, la deuxième aire de jeux totalement inclusive de Bretagne a vu le jour à Gouesnou, dans la métropole de Brest. Pour aménager ce parc, la ville a mis en place une méthode donnant une large part à la parole des habitants.

Villes petites et moyennes : de la revitalisation à la résilience [Dossier]

Techni.cités, 12/2020, n° 338, p. 19-24

Concurrencés par les grands centres urbains et les métropoles, de nombreux centres de villes petites ou moyennes ont perdu en attractivité au cours du temps. Plusieurs programmes de revitalisation se sont succédé ces dernières années, d'abord à visé expérimentale pour les centres bourgs, puis à destination, des villes moyennes et tout récemment en direction des petites villes. Il est possible d'en extraire des bonnes pratiques de gouvernance, d'ingénierie technique et financière, pour lancer et piloter une initiative de dynamisation locale.

90 km/h : des retours à plus ou moins vive allure / VILLE Frédéric

Techni.cités, 12/2020, n° 338, p. 40-41

C'est une des mesures prises suite à la crise des gilets jaunes : le retour possible aux 90 km/h. trente-trois départements y sont revenus, pour tout ou partie de leur réseau, études en interne à l'appui.

Objectif de service : éliminer les heures de pointe / CESSIEUX Baptiste

Techni.cités, 12/2020, n° 338, p. 30-31

Pour évacuer une partie du "pic" des heures de pointe, les collectivités doivent compter avec les autres acteurs du territoire. Tout ne peut pas être mis en place par le service des transports en commun et plusieurs leviers touchent plus aux normes sociales qu'aux équipements.

Vers un tourisme vraiment durable dans le futur ? / GUENA Laurent

Horizons publics, 09/2020, n° 17, p. 94-97

En septembre 2020, le Pantanal, au Brésil, réservoir de biodiversité, a été ravagé par les flammes avec, comme cause principale, une sécheresse historique.

Au total, 16 000 départs de feux ont été comptabilisés dans cette région depuis le début de l'année. Le temps n'est donc plus aux débats mais à l'action.

Le mois de septembre 2020 a été le plus chaud jamais enregistré à l'échelle de la planète, selon le service européen Copernicus sur le changement climatique.

Ursula Van der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a donné le cap, début octobre 2020, en annonçant qu'elle entendait rehausser à -55 % l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne pour 2030, actuellement fixé à -40 % par rapport au niveau de 1990.

Il s'agit d'une accélération considérable.

<http://www.tourisme-durable.org/tourisme-durable/ressources-1/item/1281-atd-publie-son-livre-blanc-tourisme-et-changement-climatique>

[Retour sommaire](#)

Culture



Le "Netflix des livres" offert aux habitants de Béthune / THEVENOT Valérie
Id Efficience Territoriale, 12/2020, n° 77, p. 34-35

Numérique. En réponse à la crise sanitaire et pour soutenir l'accès à la culture, la Ville permet aux Béthunois d'accéder gratuitement à la lecture de mini-séries littéraires sur leur smartphone et autres supports numériques.

Comment ? En collaborant avec une jeune start-up, Rocambole, qui souhaite inciter les Français à lire.

Éducation artistique et culturelle : réussir le 100% : feuille de route 2020-2021

Ministère de la culture et de la communication, 14/10/2020, 28 p.

https://www.culture.gouv.fr/Media/Medias-creation-rapide/Feuille-de-route-2020_EAC.pdf2

- Un parcours artistique et culturel adapté à chaque âge
- . Des enseignements artistiques renforcés
- . Des actions artistiques et culturelles tout au long de la scolarité
- Les axes prioritaires de la généralisation de l'EAC
- . Chanter
- . Lire
- . Regarder
- . S'exprimer à l'oral
- . Développer son esprit critique
- Une stratégie globale pour favoriser la généralisation de l'EAC
- . Former les acteurs de l'EAC
- . Diffuser les ressources
- . Évaluer le 100 % EAC
- Charte pour l'éducation artistique et culturelle
- Coordonnées

<https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Education-artistique-et-culturelle/Reussir-l-objectif-100-EAC-a-l-ecole>

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Après la décentralisation : 15 propositions pour refonder l'action territoriale / BEHAR Daniel, DELPIROU Aurélien

Terra nova, 12/01/2021, 66 p.

<https://tnova.fr/notes/apres-la-decentralisation-15-propositions-pour-refonder-l-action-territoriale>

Ce rapport invite à se situer « après la décentralisation » autant d'un point de vue stratégique que chronologique. Il n'est plus temps de lancer un « nouvel acte » de décentralisation. Non parce que notre organisation territoriale serait sans défaut, loin de là ; elle fait d'ailleurs l'objet de remises en cause aussi récurrentes que familières. Mais parce qu'il est précisément vain de penser, comme le montre le présent rapport, qu'on pourrait trouver un nouvel équilibre territorial satisfaisant en cherchant à contenir nos espaces de vie dans un seul périmètre, gouverné par une seule autorité, dotée de compétences exclusives.

Une discrète décentralisation portuaire / LERIQUE Florence

Actualité Juridique. Droit Administratif, 11/01/2021, n° 1/2021, p. 21-24

Engagée dès 1983, la décentralisation des ports a fait l'objet de peu de débats et d'études. Elle a pourtant connu de nombreuses vicissitudes et allers- retours. En particulier, la loi NOTRe est revenue sur les compétences accordées en la matière aux départements. Ces mouvements ne sont sans doute pas achevés. Au regard de l'importance économique des ports, la rationalisation de leur gouvernance reste un objectif majeur.

[Retour sommaire](#)

Commande publique (5/7) : l'absence de considérations environnementales est illégale / MICHON Jérôme

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 48-51

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38516631/l-absence-de-considerations>

Obligation : la réglementation impose la définition d'un achat selon des objectifs de développement durable, voire l'élaboration d'un schéma de promotion des achats responsables.

Économies : l'exigence environnementale aboutit à la prise en compte du véritable « prix » d'un achat, et peut entraîner de réelles économies.

Moyens : prise en compte d'externalités environnementales, applications de critères ou de conditions d'exécution environnementaux, labels... de nombreux outils existent.

Dématérialisation : comment la crise a bouleversé la commande publique / BERKOVICIUS Christine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 36-38

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38516580/comment-la-crise-a-bouleverse-la-commande>

La crise a affecté les marchés en cours et à venir, et obligé les acheteurs à repenser durablement leurs façons de travailler, grâce à la mise en place de nouveaux outils (Visites de sites virtuelles, signature électronique, commissions d'appel d'offres en visio...). Toute la chaîne de l'achat est concernée, des services opérationnels aux spécialistes de l'achat public, en passant par les juristes qui s'occupent des marchés.

Contrats de concession : de la phase préparatoire aux recours contentieux [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 12/2020, n° 215, p. 13-74

Les juridictions administratives ont récemment rendu un certain nombre d'arrêts concernant les contrats de concession.

L'analyse de ces différentes décisions est l'occasion d'examiner certains points spécifiques concernant toutes les étapes de la vie de ces contrats tels que la définition des besoins, les critères de sélection, les interdictions de soumissionner, les règles de passation particulières, la valorisation domaniale ou bien encore la nullité des concessions...

La médiation territoriale : une aubaine pour les collectivités ? / GELY Dominique

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 12/2020, n° 12, p. 570-574

Après les codes des relations entre le public et l'administration, de justice administrative, de la commande publique, la médiation figure désormais dans le code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ce mode alternatif et souple de résolution de litiges peut être perçu comme un affichage politique. Pourtant, dans le sillage des ombudsmen, le médiateur est un maillon facilitateur dans les rapports parfois déséquilibrés entre l'administré ignorant les subtilités réglementaires et l'expert de l'administration territoriale, entre l'usager exigeant du service public local et l'exécutant pris dans une chaîne hiérarchique.

L'intercommunalité du XXIe siècle ou Le Prométhée moderne / TREPPOZ BRUANT Armelle

Droit administratif, 12/2020, n° 12, p. 17-24

En vingt ans, les réformes législatives successives ont profondément transformé l'intercommunalité en l'éloignant de ses communes membres. Les relations de ces EPCI dits XXL avec les élus en ont été altérées. La loi Engagement et proximité du 27 décembre 2019 entend alors replacer le maire et la commune au cœur de l'intercommunalité sans pour autant la faire disparaître. Dès lors, libertés locales, contractualisation, concertation, association, proximité et différenciations inspirent le titre 1er de cette nouvelle loi. Celle-ci amène à s'interroger sur la place de la libre administration au sein du couple formé par les communes et l'intercommunalité.

Rapport annuel de l'Observatoire de la laïcité 2019-2020

Gouvernement.fr, 12/2020, 632 p.

<https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2020>

Après avoir présenté l'Observatoire de la laïcité, ce rapport annuel compile les publications (avis, analyses, guides et fiches pratiques, auditions...) publiées au cours de la période couverte par cette septième édition. Un état des lieux a été dressé relatif au principe de laïcité et à l'obligation de neutralité dans les services publics et leurs implications dans l'exercice quotidien des fonctions des agents publics.

[Retour sommaire](#)

Faire société dans un monde en transition : l'expérience nantaise / BORNAND Elivire

Horizons publics, 09/2020, n° 17, p. 40-45

Le territoire de Nantes, riche d'une histoire des solidarités et des modèles de gouvernance, constitue un terreau fertile pour préparer le monde d'après.

Retour d'expérience nantaise.

Six pistes prospectives pour bâtir les capacités publiques post-covid-19 / GUILLOT Louise

Horizons publics, 09/2020, n° 17, p. 90-93

Comment bâtir des capacités publiques adaptées au monde qui vient ?

Quels chantiers de travail ouvrir, collectivement, pour appuyer la résilience de nos territoires face aux futures crises ? C'est pour répondre à ces questions que La 27e Région, avec les agences Vraiment Vraiment et Partie prenante, a initié en mai 2020 le projet "Réflexes publics", une enquête de terrain collaborative sur les transformations publiques par temps de crise.

"L'accueil, la relation au citoyen-usager, et l'accès aux services publics par l'innovation publique" : carte contributive d'initiatives / LAB'ACCES, 2020

<http://www.labacces.fr/?acceuilinnovation>

La carte vous propose de découvrir des actions remarquables, avec pour chaque action une vidéo de présentation et les documents liés.

Cette carte est issue de la documentation d'une demi-journée professionnelle de présentation de projets innovants, qui s'est tenue le vendredi 27 novembre 2020. Il ne tient qu'à vous de l'alimenter avec d'autres initiatives remarquables.

Economie



L'Occitanie investit dans les entreprises régionales / PARADIS Jérémy

Id Efficience Territoriale, 12/2020, n° 77, p. 38-39

Relance. La Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée compte soutenir l'emploi et l'économie en contribuant à la relocalisation d'activités industrielles stratégiques.

Dans cette optique, ont été actés la création d'une Agence Régionale d'Investissements Stratégiques (ARIS) et le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt de relocalisations industrielles.

Les Régions ont-elles les moyens de leur action économique ? / SIMON Claire

Gestion & finances publiques : la revue, 11/2020, n° 6, p. 33-45

Alors que les textes législatifs des vingt dernières années et en tout dernier lieu la loi NOTRe du 7 août 2015 ont consacré la primauté, voire dans certains domaines, l'exclusivité des politiques régionales d'intervention économique, ces actions se situent dans des cadres financiers étroits qui limitent à leur efficacité, situation aggravée par la disparition de la CVAE régionale. Ces freins nuisent à la nécessaire mise en place d'une évaluation des politiques publiques en matière d'action économique régionale.

[Retour sommaire](#)

Emploi/Formation

Une nouvelle approche de l'inadéquation des compétences / BRUN SCHAMME Amandine, REY Martin

France Stratégie, 01/2021, 26 p.

<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-dt-01-inadequation-competes-janvier.pdf>

Un écart de niveau de compétences au sein d'un métier n'est pas suffisant pour appréhender une situation d'inadéquation de compétences. Étant donné que cet écart provient d'un mauvais appariement entre l'offre et la demande de travail, une mesure de l'inadéquation doit s'appuyer sur les mécanismes intervenant dans cet appariement et non sur une simple mesure du niveau de compétences. Les auteurs proposent une méthode de mesure de l'inadéquation de compétences tenant compte de l'hétérogénéité des métiers, mais également des parcours de formation des individus, c'est-à-dire du plus haut niveau de diplôme obtenu et de leur domaine de formation. Ceci permet d'identifier parmi les individus en incohérence apparente de compétences – c'est-à-dire qui se distinguent par leur niveau de compétences au sein de leur métier – ceux dont le profil de formation peut expliquer un tel niveau de compétences. Cette approche permet d'appréhender dans l'incohérence apparente de compétences ce qui relève d'une inadéquation de compétences, c'est-à-dire d'un positionnement inadapté sur le marché du travail ou de performances individuelles particulières. Dans les deux cas, la formation continue a un rôle important à jouer pour corriger l'incohérence apparente de compétences, notamment pour les niveaux de compétences les plus faibles.



Reconversions professionnelles : Pau, Le Creusot ou Tarbes intéressés par l'expérience transitions collectives / D'ALGUERRE Benjamin

Entreprise et carrières, 21/12/2020, n° 1509, p. 8

Ce nouveau dispositif anti-chômage, imaginé dans le cadre du plan de relance, crée des "plateformes territoriales" à l'échelle d'un bassin d'emploi.

La formation des élus locaux : un marché en pleine expansion / KERLEO Jean-François, GRANERO Aurore

Actualité Juridique. Droit Administratif, 21/12/2020, n° 43, p. 2477-2483

Si la question de la formation des élus locaux était déjà posée par le rapport Guichard, en 1976, celle-ci est longtemps restée notablement insuffisante, au point d'être même qualifiée d'« illusoire ». En créant une obligation de formation pour les exécutifs, la loi du 31 mars 2015 a marqué un tournant. Un autre virage a été pris par la loi Engagement et proximité de 2019 qui a donné un nouvel objectif à la formation des élus : leur reconversion à l'issue de leur mandat. Mais ce développement oblige à s'interroger sur le contrôle de la qualité de la formation ainsi financée par l'argent public. Et même sur les risques de détournement de ces deniers publics, en raison des liaisons dangereuses entre organismes de formation et partis politiques.

Croisement des savoirs et recherches coopératives / ROBIN Jean-Yves, LE MOUILLOUR Ségolène, WALLENHORST Nathanaël

Education permanente, 12/2020, n° 225, 190 p.

Ce dossier n'est pas un traité méthodologique. Il s'agit avant tout, pour ses auteurs, de dévoiler leur expérience, de montrer combien la démarche coopérative, au croisement des savoirs, se heurte à de nombreux obstacles et suscite bien des controverses. Lorsqu'il s'agit de promouvoir une démarche coopérative, la confrontation, la distanciation méthodologique et la collaboration doivent laisser place à l'élaboration d'une connaissance inédite, à penser avec l'ensemble des partenaires. Les chercheurs poursuivent l'ambition de mettre au travail différentes catégories de savoirs et une certaine forme de métissage ; il s'agit non plus d'avoir raison, de s'en remettre aux critères de la rationalité, ni de conduire une recherche «sur» ou «contre», mais de travailler «avec» tous les acteurs concernés, quels que soient leurs statuts respectifs.

http://www.education-permanente.fr/public/articles/articles.php?id_revue=1768

[Retour sommaire](#)

Formation à distance : évaluer les connaissances des apprenants

Trois manières d'évaluer les connaissances des apprenants et leurs apports à la formation à distance

27/11/2020

<https://www.digiformag.com/tutos/vlog-3-facons-evaluer-connaissances-apprenants-en-distanciel/>

Dans une formation à distance, les évaluations forcent l'apprenant à être actif et l'aident ainsi dans son processus d'apprentissage. Quiz synchrone, QCM asynchrone, réalisations, dans cette vidéo, Jade Atoui présente trois manières d'évaluer les connaissances des apprenants et leurs apports à la formation à distance.

Finances publiques/Gestion locale

Les nouvelles réformes des collectivités territoriales (Troisième partie) : Les aspects financiers

Revue française de droit administratif, 11/2020, n° 6, p. 983-1018

- Les aspects financiers - Présentation -, par A. Baudu
- Des conséquences de la crise du covid-19 sur les finances publiques locales, par M. Lascombe et V. Dussart
- La contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales : disparition ou évolution ? par É. Douat
- La réforme des valeurs locatives cadastrales : et après ? par X. Cabannes
- La réforme fiscale locale : une autonomie fiscale au point mort ? par A. Baudu
- La réforme comptable publique locale : vers la simplification annoncée ou une complexité accrue ? par C. Michaut
- L'insondable responsabilité des gestionnaires publics locaux, par X. Vandendriessche

Finances publiques citoyennes [Dossier] / DOMINICI Laurine, GERMAIN Jérôme, CHOUVEL Rudy

Gestion & finances publiques : la revue, 11/2020, n° 6, p. 78-97

- Vers une "nouvelle forme" de consentement à l'impôt pour pérenniser la démocratie, par Laurine Dominici
- La citoyenneté financière dans la philosophie politique de Habermas, par Jérôme Germain
- Le contrôle citoyen sur les finances locales dans l'Union européenne, par Rudy Chouvel

La transparence de la gestion publique : de la recherche d'un plus grand approfondissement à un risque d'opacité / SPINDLER Jacques

Gestion & finances publiques : la revue, 11/2020, n° 6, p. 68-77

L'exigence de transparence de l'action publique a été renforcée par les progrès du New Public Management sous réserve de certaines limites.

L'externalisation et la tendance excessive à la quantification préconisées par le management sont aussi des facteurs d'opacité. Cependant, le citoyen, éclairé par les experts, devrait être mieux informé et formé.

Le concept d'égalité réelle et la fiscalité des collectivités ultramarines non autonomes / BOUDINE

Joël

Gestion & finances publiques : la revue, 11/2020, n° 6, p. 53-61

À défaut d'un toilettage de la fiscalité ultra-marine, on assiste, au nom du concept d'égalité réelle, à la remise en cause progressive de certaines spécificités fiscales dérogatoires dont la légitimité ou l'efficacité ont pu être discutées.

Les emprunts structurés des collectivités territoriales : renégocier ou attendre ? / GAUBERT

Adrien

Gestion & finances publiques : la revue, 11/2020, n° 6, p. 46-52

L'examen des décisions prises par les collectivités territoriales pour sortir des emprunts structurés à travers les rapports des chambres régionales et territoriales des comptes fait apparaître des incitations à renégocier, pas toujours justifiées, et un défaut de transparence des coûts de sortie.

[☞ Retour sommaire](#)

Les Régions ont-elles les moyens de leur action économique ? / SIMON Claire

Gestion & finances publiques : la revue, 11/2020, n° 6, p. 33-45

Alors que les textes législatifs des vingt dernières années et en tout dernier lieu la loi NOTRe du 7 août 2015 ont consacré la primauté, voire dans certains domaines, l'exclusivité des politiques régionales d'intervention économique, ces actions se situent dans des cadres financiers étroits qui limitent à leur efficacité, situation aggravée par la disparition de la CVAE régionale. Ces freins nuisent à la nécessaire mise en place d'une évaluation des politiques publiques en matière d'action économique régionale.

La vérité de l'équilibre budgétaire et des comptes des collectivités locales face à la crise sanitaire / HERNU Paul

Gestion & finances publiques : la revue, 11/2020, n° 6, p. 28-32

Deux circulaires interministérielles, publiées en avril et août 2020, introduisent, à titre dérogatoire au regard des circonstances exceptionnelles créées par la crise sanitaire actuelle du coronavirus, des règles particulières d'imputation, dans le budget et la comptabilité des collectivités locales, des dépenses qu'elles ont supportées du fait de cette crise. Ces règles dérogatoires posent le problème de la vérité de l'équilibre budgétaire et des comptes des collectivités locales.

Fonction publique/Statut

Le cadre d'emplois des techniciens territoriaux : dix questions / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 26-27

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38516547/le-cadre-d-emplois-des-techniciens-territoriaux>

Les techniciens territoriaux exercent leurs fonctions dans tous les domaines techniques en lien avec les compétences des collectivités ou de leurs établissements publics. Ils sont recrutés aux premier et deuxième grades par concours, promotion interne ou avancement de grade. L'accès au dernier grade intervient au titre de l'avancement. Ce cadre d'emplois est régi par son statut particulier ainsi que par les dispositions statutaires communes aux fonctionnaires territoriaux de la catégorie B.

Confidentialité dans les collectivités - Les contours de la confidentialité : continuité et bouleversement [Dossier] / FONT Nicolas

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 12/2020, n° 12, p. 556-565

« La parole vaut une pièce, le silence en vaut deux » : ce dossier consacré à la confidentialité ne fera pas démentir le proverbe. Soumis au devoir de réserve, les agents publics sont également tenus par une obligation de discrétion et, pour certains d'entre eux, par l'obligation de secret professionnel.

Cette exigence de confidentialité n'est pas neuve et apparaît à la lecture des définitions de ces obligations (N. Font). La vocation du secret professionnel est en effet de couvrir aussi bien les « grands » secrets de l'Etat que les secrets des tiers se trouvant entre les mains de l'administration. L'obligation de discrétion professionnelle couvre quant à elle des faits et des documents constituant des secrets « administratifs » ayant pour objet de préserver la bonne marche de l'administration. La pratique révèle que cette obligation de discrétion a un champ d'application bien plus large que le secret, comme en témoignent les propos d'Elise Untermaier-Kerléo, référente déontologue, dont la saisine est bien entendu...confidentielle

Assurance chômage : Le régime spécifique applicable à certains agents publics et salariés du secteur public

Informations administratives et juridiques (les), 11/2020, n° 11, p. 24-34

Les agents publics privés d'emploi bénéficient d'un régime particulier constitué des mesures d'application du régime d'assurance chômage et désormais d'un décret dédié, le décret n°2020-741 du 16 juin 2020. Ces nouvelles dispositions réglementaires s'appliquent aux agents des trois versants de la fonction publique ainsi qu'à ceux d'Orange et de la Poste.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000042007392/2020-06-22/>

[↩ Retour sommaire](#)

Filière médico-sociale. Les nouveaux cadres d'emplois paramédicaux de catégorie A :
- **Pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale territoriaux**

- **Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux**

Informations administratives et juridiques (les), 11/2020, n° 11, p. 2-23

Depuis le 1er octobre 2020, la fonction publique territoriale s'est enrichie de deux nouveaux cadres d'emplois paramédicaux de catégorie A dans la filière médico-sociale qui reprennent sept des dix spécialités du cadre d'emplois des techniciens paramédicaux territoriaux de catégorie B. Cette revalorisation s'accompagne du classement des emplois de ces nouveaux cadres d'emplois dans la catégorie sédentaire au titre de la retraite.

Information/Communication/TIC

Learning center, la nouvelle BU / MOULIN Mylène

Livres hebdo, 01/2021, n° 5, p. 70-74

A la fois tiers-lieux, centres de documentation et temples des nouvelles formes d'apprentissage, les learning center fleurissent au sein des bibliothèques universitaires et des institutions d'enseignement supérieur françaises. Véritables laboratoires où se construisent des ponts entre savoirs numériques et traditionnels, ils réinventent le rapport des étudiants, des enseignants et des chercheurs avec leurs bibliothèques.

Communication publique : Les lauréats du grand prix Cap'Com à la loupe

Id Efficience Territoriale, 12/2020, n° 77, p. 18-29

- 32e Grand Prix Cap'Com - La communication publique en transition
- "Le métier de communicant est appelé à des défis majeurs"
- Les podcasts d'Issy, une voie originale
- Comment les français s'informent-ils à l'heure du covid-19

Guide méthodologique relatif aux systèmes d'information des collectivités locales

Direction générale des finances publiques, 12/2020, 51 p.

<https://www.collectivites->

[locales.gouv.fr/files/files/finances_locales/fiabilisation/mrdcic_guide_controle_interne_si_cl_vdef_fusio_nnee.pdf](https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/finances_locales/fiabilisation/mrdcic_guide_controle_interne_si_cl_vdef_fusio_nnee.pdf)

Pour accompagner les collectivités, et particulièrement celles engagées dans la démarche de fiabilisation et de certification des comptes locaux, la DGFIP propose ce guide, composé de deux parties :

- Partie 1 : présentation de la démarche contrôle interne des systèmes d'information ;
- Partie 2 : renforcement du contrôle interne des systèmes d'information

Quand les méthodes d'enquête de terrain se renouvellent ! / VINCENT Stéphane, DEFAIT Julien, RUIN Emilie, PINTO DELAS Knut, CHAUVE Enguerran, DUONG Mealdey

Horizons publics, 09/2020, n° 17, p. 84-89

La recherche-utilisateur est en plein boom : dans les organisations privées et publiques mais aussi dans les médias, lorsqu'ils relaient l'appel du philosophe et sociologue Bruno Latour à lancer "une vaste enquête de terrain sur nos conditions d'existence". Certes, les règles de distanciation physique, imposées par le covid-19, peuvent temporairement affecter la conduite d'études qualitatives, en rendant tout contact direct impossible. Mais la crise est aussi une occasion inédite de dépoussiérer les méthodes d'enquête de terrain traditionnelles et d'explorer de nouveaux horizons, notamment numériques.

<http://www.la27eregion.fr/34-techniques-pour-faire-de-la-recherche-de-terrain-pendant-et-apres-la-pandemie/>

[☞ Retour sommaire](#)

Management/Ressources humaines

"L'utilité sociale des métiers a un caractère subjectif" - Entretien avec Serge Perrot, professeur à l'Université Paris-Dauphine / LOPEZ Irène

Entreprise et carrières, 21/12/2020, n° 1509, p. 16-17

Si la crise sanitaire a mis sur le devant de la scène les métiers dits "de première ligne", Serge Perrot démontre à partir d'une étude que l'utilité sociale d'un métier est difficile à définir. Et les métiers les plus utiles à la société ne sont ni les mieux ni les moins payés.

L'entretien annuel d'évaluation est à réinventer / ZOHIN Lys

Entreprise et carrières, 21/12/2020, n° 1509, p. 10-11

Si l'entretien professionnel, visant à recenser les besoins de formation d'un salarié, est obligatoire, l'entretien d'évaluation ne l'est pas, à moins d'avoir fait l'objet d'un accord d'entreprise. Cette année, compte tenu de la crise sanitaire, il revêt une importance particulière. Reste aux employeurs à bien le gérer.

Bilans sociaux des collectivités territoriales au 31/12/2017 / CNFPT, DGCL

CNFPT, 12/2020, 124 p

https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/synthese_nationale_bilans_sociaux_des_ct_en_2017.pdf

Elaboré dans le cadre d'un partenariat entre l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale du CNFPT et le département des études et des statistiques locales de la direction générale des collectivités locales (DGCL), la Synthèse nationale des rapports au comité technique (CT) sur l'état des collectivités territoriales au 31 décembre 2017 est disponible.

Les données constituent un élément de référence pour les collectivités territoriales en matière d'emploi, de mouvements de personnel, de temps de travail, de formation, d'action et de protection sociale et de santé au travail. L'évolution globale des effectifs de la FPT :

Au 31 décembre 2017, les collectivités locales emploient 1,97 million d'agents. Cela correspond à une baisse de -0,4 % en un an, comme entre 2015 et 2016. Hors contrats aidés, les effectifs de la fonction publique territoriale (FPT) sont en hausse de 0,9 % entre 2016 et 2017, après avoir connu une baisse de -0,2 % entre 2015 et 2016. En 2017, les effectifs continuent de baisser dans les organismes communaux mais à un rythme nettement moins soutenu qu'en 2016 (-0,2 % après -1,1 %). Dans les organismes intercommunaux, ils accélèrent (+5,9 % après +4,1%).

Outre-Mer

La lutte contre la corruption et les entreprises en Polynésie française / CABON Sarah-Marie

Semaine juridique (Ia). Administration et Collectivités Territoriales, 21/12/2020, n° 51, p. 14-19

L'ambition de porter la législation française aux meilleurs standards européens et internationaux en matière de lutte contre la corruption invite naturellement à considérer que l'exigence de transparence, de modernisation de la vie économique et d'exemplarité traduite au niveau national se décline en Outre-mer. Disposant d'un statut d'autonomie prévu dans la loi organique du 27 février 2004, la Polynésie française présente une singularité institutionnelle et territoriale qui impacte grandement la vie publique et l'économie du pays. Étroitement liée à la notion de gouvernance, la question de la lutte contre la corruption et les atteintes à la probité de manière générale invite à s'intéresser à la spécificité qu'un ensemble de facteurs contextuels confère au délit avant de s'interroger - eu égard à cette spécificité - sur l'efficacité réelle des innovations législatives en la matière.

Nouvelle-Calédonie : Handicapable rassemble public valide et non-valide

Territoires du social, 12/2020, n° 513, p. 28

Le CCAS de la commune du Mont-Dore (Nouvelle-Calédonie) mise sur la sensibilisation de la jeunesse pour donner plus de visibilité aux talents culturels et sportifs des personnes en situation de handicap.

[Retour sommaire](#)

Le système éducatif dans les académies ultramarines

Cour des comptes, 12/2020, 109 p

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-12/20201210-58-2-systeme-educatif-academies-ultramarines.pdf>

A la demande de la commission des finances du Sénat, la Cour des comptes a enquêté sur l'organisation, le fonctionnement, le coût et les résultats du système scolaire outre-mer. Des caractéristiques géographiques, climatiques ou socio-économiques y rendent la mission éducative plus ardue que dans la plupart des académies métropolitaines.

La différence en termes de résultats scolaires est difficile à apprécier. Si les taux d'accès au brevet et au baccalauréat sont parfois très proches des moyennes nationales, les évaluations sur certaines compétences présentent des écarts considérables.

Le coût du système scolaire en outre-mer est supérieur d'environ 30 % à la moyenne nationale. Cet effort incontestable de moyens est toutefois mal ajusté aux besoins, l'organisation des dispositifs, trop peu ajustée aux réalités locales, entraînant une perte d'efficacité.

L'éducation nationale devrait faire preuve d'une plus grande adaptabilité pour résoudre la tension entre la forte revendication à l'égalité de traitement des élèves et l'indispensable différenciation des modes d'organisation et d'application des dispositifs scolaires.

La Cour formule 11 recommandations en ce sens.

Mayotte, collectivité territoriale de la République française face à l'Union des Comores : quelles relations ? / M'SAÏDIE Thomas

Revue française de droit administratif, 11/2020, n° 6, p. 1066-1080

- Une relation passée de défiance, marquée par la question de Mayotte :
 - . Une relation juridique compromise par la stratégie de l'indépendance
 - . Une relation juridique fondée sur l'interprétation imprudente des normes applicables
- Une relation actuelle de méfiance, cristallisée autour de la question migratoire :
 - . Une relation diplomatique tumultueuse face à la crise migratoire
 - . Le développement de la coopération comme instrument de maîtrise migratoire

Le concept d'égalité réelle et la fiscalité des collectivités ultramarines non autonomes / BOUDINE

Joël

Gestion & finances publiques : la revue, 11/2020, n° 6, p. 53-61

À défaut d'un toilettage de la fiscalité ultra-marine, on assiste, au nom du concept d'égalité réelle, à la remise en cause progressive de certaines spécificités fiscales dérogatoires dont la légitimité ou l'efficacité ont pu être discutées.

Les statuts des outre-mers français et les droits de l'immigration et de l'asile / TURPIN Dominique

Revue française de droit administratif, 11/2020, n° 6, p. 1051-1065

- Aspects de droit constitutionnel, droit de l'union européenne et droit de la nationalité
- Le droit de l'immigration dans les outre-mers français
- Le droit de l'asile dans les outre-mers français

La protection de l'enfance en Outre-mer État des lieux et phénomènes émergents

Convention nationale des associations de protection de l'enfant, 2020, 24 p.

<https://www.cnape.fr/la-cnape-publie-son-etat-des-lieux-de-la-protection-de-lenfance-en-outre-mer/>

Peu évoquée dans les politiques publiques, la protection de l'enfance dans les départements ultramarins présente de nombreux enjeux liés à la spécificité de ces territoires.

Sciences Humaines

La peur de l'apocalypse climatique entre catastrophisme et clairvoyance / CHEMIN Anne

Lemonde.fr, 02/01/2021

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/02/la-peur-de-l-apocalypse-ecologique-entre->

Basée sur les travaux des climatologues, la crainte d'un effondrement planétaire hante les citoyens des pays occidentaux. Engendrant chez certains des théories catastrophistes, elle peut néanmoins devenir le fondement d'une nouvelle éthique.

[Retour sommaire](#)

Collapsologie : « Étudier les effondrements pour mieux les éviter » / SERVIGNE Pablo, DESCAMPS Olivier
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 16-17
<https://archives.lagazettedescommunes.com/38516526/-etudier-les-effondrements-pour-mieux-les-eviter>

Pablo Servigne est chercheur, ingénieur agronome, docteur en biologie, cofondateur du concept de collapsologie et du magazine « Yggdrasil ». Il est devenu la référence de la collapsologie, discipline qui a pour objet l'étude conjointe des effondrements écologiques, économiques, sociaux ou sanitaires.
<https://yggdrasil-mag.com/>

Faire société dans un monde en transition : l'expérience nantaise / BORNAND Elivire
Horizons publics, 09/2020, n° 17, p. 40-45

Le territoire de Nantes, riche d'une histoire des solidarités et des modèles de gouvernance, constitue un terreau fertile pour préparer le monde d'après.
Retour d'expérience nantaise.

Nouveau contrat écologique et social : comment passer à l'acte ? [Dossier]
Horizons publics, 09/2020, n° 17, p. 28-79

Alors, ce nouveau contrat, on le signe quand ?

Pourquoi le concept de contrat social suscite-t-il un regain d'intérêt à l'occasion des débats post-covid-19 ? Si la pensée de Jean-Jacques Rousseau résonne aujourd'hui encore, c'est parce que nous prenons conscience qu'il est aussi vital que difficile de faire évoluer les termes de la relation qui unit les citoyens, la puissance publique, le marché et – nous le réalisons dorénavant – la planète.

Précisons-le d'emblée : le présent dossier n'a pas pour objectif de revenir sur les théories et les controverses du contrat social, mais plutôt de comprendre comment l'appliquer à la réalité. Les auteurs qui ont accepté notre invitation ont plutôt cherché à faire « atterrir » le débat théorique autour de cette notion, en montrant qu'il était possible de mieux rendre compte de sa réalité et de s'en servir pour agir. C'est pourquoi ils ont cherché à territorialiser cette réalité, la cartographier, la mettre en récit, la populariser, jusqu'à imaginer des instruments et des boussoles pour l'action publique.

Ce qu'il en ressort, c'est d'abord une vision plus globale des tensions qui mettent aujourd'hui au défi le contrat social ; mais c'est aussi l'espoir que des dizaines de mouvements bien réels, des plus anciens aux plus émergents – du mouvement des communs jusqu'à la redirection écologique, et bien d'autres encore – puissent enfin converger et faire advenir la société dont nous avons besoin à l'ère de l'anthropocène.

Sécurité civile et publique

Attentats - Émeutes - Faits divers - Ces villes au cœur de la tempête médiatique [dossier] / FORRAY Jean-Baptiste

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 28-34
<https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/ces-villes-au-coeur-de-la-tempete-mediatique/>

Cibles d'attentats, des communes comme Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) se retrouvent sous les flashes. Elles n'échappent pas toujours aux raccourcis sociologiques, comme en matière de pauvreté, les clichés ont la vie dure. Le quartier des Minguettes, à Vénissieux (Rhône), qui a été en proie à une flambée de violence en 1981, a toujours mauvaise presse. Les élus de banlieue ne désespèrent pas de changer les regards, faisant la tournée des plateaux télé. Théâtre de l'affaire « Grégory », Lépanges-sur-Vologne (Vosges) a connu tous les excès de la course au scoop. Devant l'attirance malsaine que suscite encore la commune chez les curieux, la maire cherche à protéger sa population.

[☞ Retour sommaire](#)

Infirmier de sapeurs-pompiers : un officier au service de la santé et du secours à personne /
PERRIER Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 24
<https://archives.lagazettedescommunes.com/38516540/un-officier-au-service-de-la-sante-et-du-secours-a-personne>

La pandémie de Covid-19 met en lumière le rôle des infirmiers de sapeurs-pompiers avec les tests de dépistage, le transfert des patients Le métier attire de nombreux candidats, mais les postes sont rares.



Un panel de mesures vise à protéger les femmes d'origine asiatique victimes d'agressions /
PERRIER Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 39
<https://www.lagazettedescommunes.com/713078/un-panel-de-mesures-pour-protger-les-femmes-dorigine-asiatique-victimes-dagressions/?abo=1>

La ville de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne, 93 600 hab.) réagit aux violences que subissent les femmes d'origine asiatique avec comme mesures des marches exploratoires, la facilitation des dépôts de plainte, self-défense...

Installations classées Seveso : après l'incendie de l'usine Lubrizol, quels changements ? /
LEVRAY Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 53
<https://archives.lagazettedescommunes.com/38516634/apres-l-incendie-de-l-usine-lubrizol-quels-changements-r>

Le décret n° 2020-1168 du 24 septembre 2020 revient sur les dispositions communes aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dans lesquelles des substances, des préparations ou des mélanges dangereux peuvent être à l'origine d'accidents majeurs.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042364321>

Mission « flash » sur l'évolution et l'amélioration des conseils de sécurité et de prévention de la délinquance /
PEU Stephane, REBEYROTTE Rémy

Assemblée nationale, 14/12/2020, 13 p.

<https://www2.assemblee-nationale.fr/content/download/320250/3118057/version/1/file/Texte+de+la+communication+de+la+mision+flash+.pdf>

Ce rapport montre, au-delà de l'hétérogénéité de la mise en place des moyens de prévention de la délinquance, que la multiplication des dispositifs, parfois mal articulés entre eux rendent peu lisible l'action partenariale autour de la sécurité et prévention de la délinquance.

Plusieurs préconisations sont apportées par ce rapport comme la mise en cohérence des dispositifs ou encore l'extension des CLSPD à l'ensemble des communes de 5000 habitants aujourd'hui exemptées.

Enfin, les moyens humains doivent être développés, tant au niveau de l'état que des collectivités locales, reconnaissant ainsi la place primordiale des coordinateurs dans le bon fonctionnement des CLSPD.

Les outils de lutte contre les dépôts sauvages de déchets /
LANDOT Yann

Techni.cités, 12/2020, n° 338, p. 54-55

La loi du 10 février 2020 a complété l'arsenal juridique des sanctions contre les dépôts sauvages. Voici le point sur les outils à leur disposition, notamment l'amende administrative et le lien avec les pouvoirs de police.

90 km/h : des retours à plus ou moins vive allure /
VILLE Frédéric

Techni.cités, 12/2020, n° 338, p. 40-41

C'est une des mesures prises suite à la crise des gilets jaunes : le retour possible aux 90 km/h. trente-trois départements y sont revenus, pour tout ou partie de leur réseau, études en interne à l'appui.

[🔗 Retour sommaire](#)

Services techniques et environnement



Chaufferie biomasse, panneaux solaires... tous les bâtiments municipaux carburent aux énergies renouvelables / LE RENARD Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/713149/chaufferie-bio>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38516593/chaufferie-biomasse-panneaux-solaires-tous-les-batiments-municipaux-carburent-aux-energies-renouvelables>

Le maire de Tramayes (Saône-et-Loire, 1100 hab.), Michel Maya, en menant une politique énergétique volontariste depuis 2003 a permis à la commune d'être le seul territoire de France de plus de 1000 habitants qui consomme 100 % d'énergies renouvelables pour ses bâtiments municipaux et son éclairage public. La transition énergétique est réelle grâce à un réseau de chaleur biomasse, à l'approvisionnement en électricité verte, et aussi à la rénovation thermique de bâtiments. Les entreprises locales contribuent au développement.



Produire des fruits et légumes dans un container autonome / LECLERC Hélène

Id Efficience Territoriale, 12/2020, n° 77, p. 44-45

Agriculture urbaine. Produire 10 tonnes de fruits et légumes par an dans un container maritime isotherme totalement autonome en énergie : c'est le projet porté par Independent Living Base qui a trouvé le soutien de la Région Ile de France et la ville de Sartrouville pour mener son expérimentation en partenariat avec un réseau de scientifiques.

Les nouveaux chargés de mission "Faire" / VILLE Frédéric

Techni.cités, 12/2020, n° 338, p. 62-63

Le métier de chargé de mission de la rénovation énergétique va être intégré dans des services publics de la performance énergétique et de l'habitat. Avec toujours le rôle de booster les ménages et les entreprises.

<https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare#e0>

Accélérer la rénovation énergétique pour mieux vivre [Dossier]

ADEME, 12/2020, n° 141, p.6-11

https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/ademe_le_mag_n141_hd.pdf

- Le grand chantier de la rénovation énergétique
- Simul'Aides: prêts au décollage
- Bâtiments tertiaires : les obligations légales
- Bâtiments publics : Bourg-Saint-Maurice montre la voie



La Bretagne, mer d'accueil des hydroliennes / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 12/2020, n° 338, p. 42

La région Bretagne soutient fortement les énergies marines. A Paimpol-Bréhat, elle dispose d'un site hydrolien de référence européen capable de tester les turbines en conditions réelles. Un atout maître pour attirer de nouveaux opérateurs.



L'hydrogène va-t-il bientôt irriguer la Vendée ? / BLOSSEVILLE Thomas

Techni.cités, 12/2020, n° 338, p. 28-29

La Vendée va accueillir le premier site de production d'hydrogène renouvelable de la start-up Lhyfe. Un projet qui associe éolien, électrolyse et désalinisation d'eau de mer. En cas e succès, il doit être suivi par d'autres.

[↩ Retour sommaire](#)

Social/Santé

Demandeurs d'asile et réfugiés : quelle politique d'accueil en 2021-2023 ?

Vie publique, 30/12/2020

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/277873-demandeurs-asile-et-refugies-politique-daccueil-2021-2023>

Si une réduction des demandes d'asile a été enregistrée en 2020 en raison de la crise sanitaire, la France était en 2019 la deuxième destination en Europe avec près de 178 000 demandeurs. Dans ce contexte, le ministère de l'intérieur a présenté sa feuille de route 2021-2023 pour l'accueil des demandeurs d'asile et l'intégration des réfugiés

Protection de l'enfance : en finir avec une logique de performance / MILHERES Olivier, GEFFROY Samuel

Actualités sociales hebdomadaires, 25/12/2020, n° 3190, p. 40-41

Ne pas se fier aux seuls symptômes visibles, mais prendre le temps de réaliser un diagnostic différentiel rigoureux. Voilà qui est, selon les auteurs, indispensable pour adapter les prises en charge à la réalité des situations. Et, au bout du compte, pour créer une dynamique de transformation durable du système familial dans l'intérêt de l'enfant.

Déserts médicaux : en milieu rural, les défis de la médecine du travail / DE FREMINVILLE Solange

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 20-22

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38516536/deserts-medicaux-en-milieu-rural-les-defis-de-la-medecine-du-travail>

Certains agents territoriaux habitent et travaillent sur des territoires touchés par la désertification médicale. Il est possible de les accompagner en renforçant la prévention.

Les circuits courts alimentaires à la portée des plus modestes, ça se cultive ! / HUTEAU Helene

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 21/12/2020, n° 2545-2546, p. 42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/38516598/les-circuits-courts-alimentaires-a-la-portee-des-plus-modestes-ca-se-cultive>

Alors que les circuits courts restent peu accessibles et peu connus des plus modestes, des initiatives sont organisées pour leur donner le pouvoir d'agir sur leur alimentation : ateliers de jardinage, de cuisine, sur le budget "alimentation"...

Un plan de protection renforcé contre la Covid-19 (retour d'expérience)

Intercommunalités, 12/2020, n° 255, p. 33

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco255-WEB.pdf>

Pour amplifier la lutte contre la pandémie, le « P2R » de Nantes métropole est opérationnel depuis Septembre 2020. Définissant les protocoles et les actions prioritaires à mettre en place, il s'adapte en permanence aux évolutions de la situation sanitaire.



Des crèches en Ehpad pour reconnecter les générations

Gazette sante social (la), 12/2020, n° 179, p. 39-41

Installer des crèches dans des Ehpad ou des résidences séniors : tel est le projet du réseau "Tom et Josette", qui travaille en collaboration avec différents partenaires. Objectif : porter un nouveau regard sur le vieillissement et favoriser les liens entre les enfants et les personnes âgées. La première a ouvert en octobre à Rennes.



Hébergement chez l'habitant : une solution pour les jeunes en formation

Intercommunalités, 12/2020, n° 255, p. 35

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco255-WEB.pdf>

L'agglomération Saumur Val de Loire a mis en place depuis 2006 un dispositif d'accueil chez l'habitant des jeunes en formation ou en apprentissage, ainsi que des saisonniers. Souple et peu coûteux, il répond à leurs contraintes.

[Retour sommaire](#)

L'accès aux loisirs, à la culture, aux vacances : une urgence sociale ? [Dossier]

Territoires du social, 12/2020, n° 513, p. 3-31

<https://www.unccas.org/territoires-du-social-decembre-2020#.X-C0b3vj12w>

Au cours des deux confinements de l'année 2020, la situation sanitaire a conduit le gouvernement à désigner les biens, les équipements et les services culturels comme « non essentiels » -- une décision à l'origine de nombreuses polémiques, qui a fragilisé les professionnels de ces secteurs et accentué des situations d'exclusion pour les personnes qui bénéficiaient d'un accompagnement social de la part des CCAS et CIAS s'appuyant sur ces outils. En effet, des enfants aux personnes âgées, la culture, les vacances, les loisirs demeurent plus que jamais « des éléments indispensables à l'inclusion des populations ».

Ehpad - Des idées pour tout changer

Gazette sante social (Ia), 12/2020, n° 179, p. 13-20

18 ans après leur création en 2002, les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ont montré leurs limites. La crise sanitaire les a mises en lumière de manière évidente et cruelle. Les carences dans la nature même de ces établissements, leur fonctionnement et leur mode de financement ne permettent pas aux directeurs comme aux personnels de répondre de manière adaptée et satisfaisante aux besoins des personnes concernées.

- MONTPELLIER - Vingt colocataires étudiants dans cinq Ehpad
- MAROMME Les Aubépins, un petit « village » en cœur de ville
- POINTS DE VUE - L'Ehpad ne peut plus être ce modèle fermé sur lui-même
- VU D'AILLEURS Les Pays-Bas - L'hébergement des personnes âgées en dernier recours

Décentralisation sociale - Un grand saut en 2021

Journal de l'action sociale (Ie), 12/2020, n° 252, p. 19-22

Dans quelques mois, les électeurs désigneront les nouveaux conseils départementaux. Cette élection, qui n'a jamais suscité une forte participation, pourrait être cette fois plus mobilisatrice, car les départements vont être dotés de nouvelles compétences sociales en 2021. En effet, on connaît aujourd'hui les grandes lignes du projet de réforme de la décentralisation, qualifié de "4D" pour "Décentralisation, Différenciation, Déconcentration et Décomplexification". Or, malgré le caractère ubuesque de sa dénomination, ce projet de loi présente un grand nombre de mesures audacieuses en direction des communes et des régions, mais surtout en direction des départements. Et compte tenu de leur rôle principal, ce n'est pas étonnant que le projet de réforme impacte fortement le champ de la solidarité en matière d'insertion, de santé et de protection de l'enfance.

Dépenses sociales et médico-sociales des départements 2019 - 2020 : la fin d'une époque

Lettre de l'ODAS (Ia), 12/2020

<https://odas.net/actualites/enquete-annuelle-depenses-sociales-et-medico-sociales-des-departements-2019-2020-la-fin>

Le contenu de la lettre annuelle de l'Odas sur les dépenses départementales d'action sociale est cette année différent des lettres précédentes. En effet, les conséquences attendues de la crise sanitaire sur les budgets départementaux nous ont amenés à accompagner la présentation des résultats de l'exercice 2019 d'éléments supplémentaires d'information sur l'exercice 2020. Nous avons donc réalisé à cet effet une enquête flash en septembre 2020 auprès des départements. Ainsi, grâce aux données recueillies par l'enquête annuelle (portant sur 2019) et cette enquête flash (portant sur le début 2020), nous pouvons mieux vérifier que la maîtrise des finances départementales constatée ces dernières années, et tout particulièrement en 2019, ne résistera pas à la baisse des ressources et à l'augmentation des charges provoquées par la crise sanitaire.

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

✚ Sites internet



En réponse à la crise du Covid-19, le labo du CNFPT a lancé la "Riposte créative territoriale" dès mars 2020, à l'initiative de membres de la communauté de l'innovation publique territoriale ([retrouvez l'appel initial](#)).

L'objectif ? Co-construire, avec les collectivités territoriales, les réponses formatives innovantes pour faire face à ces défis complètement inédits, en mobilisant l'intelligence collective.

Comment développer des modes d'apprentissage dans l'urgence, pour des solutions créatrices de valeur sociale pour le service public territorial et la démocratie locale ?

<https://ripostecreativeterritoriale.xyz>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Le numérique en Loire-Atlantique

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

«Thinkerview est un groupe indépendant issu d'Internet, très différent de la plupart des think tanks qui sont inféodés à des partis politiques ou des intérêts privés.»

<https://thinkerview.com>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région

<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

✚ Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[↩ Retour sommaire](#)



Nous avons décidé de décider ensemble : une expérience de renouveau démocratique / SPIEGEL Jo

Atelier (Éditions de l'), 2020, 174 p.

A l'heure d'achever son dernier mandat, Jo Spiegel, maire de Kingersheim depuis 1989, se retourne sur les trente années de travail réalisé avec ses équipes successives dans cette commune de la banlieue de Mulhouse. Alors qu'il pratique lors de son premier mandat une politique " à l'ancienne ", une prise de conscience l'amène à rompre brutalement avec ce modèle où toutes les décisions sont prises dans un entre-soi des élus.

Comment redonner un vrai pouvoir d'élaboration et de décision aux habitants ? Comment permettre à chacun d'éprouver sa citoyenneté ? Débute alors la lente construction d'un nouveau paradigme démocratique : la " démocratie-construction ", qui s'appuie sur une méthode élaborée patiemment, enrichie au gré de réflexions, de débats et surtout de sa mise à l'épreuve. Kingersheim, lieu d'une fascinante expérimentation, véritable " fabrique de démocratie ", est aujourd'hui un modèle dont nombre de municipalités s'inspirent.

Récit de cette expérience passionnante, cet ouvrage est une réponse à l'urgence démocratique.

BD Stop Work : Les joies de l'entreprise moderne / SCHWARTZMANN Jacky, NAVARRO Morgan DARGAUD, 2020, 136 p.

Le concept de stop work, inscrit au règlement des grandes entreprises, permet à tout employé, quel que soit son niveau, de suspendre un travail ou une tâche lorsqu'une situation dangereuse semble imminente. Fabrice Couturier, acheteur et cadre à l'ancienne, est-il le dernier des Mohicans ? Peut-il encore trouver sa place dans ce monde de l'entreprise moderne sans se faire des nœuds au cerveau ? Réussira-t-il à évoluer dans les bureaux sans risquer de se faire attaquer par une agrafeuse ? A descendre des escaliers sans se casser le sacrum ? Doit-il mettre un scaphandre pour baisser en toute sécurité ? Autant de questions auxquelles le service Environnement Hygiène Sécurité trouvera à coup sûr une réponse...

Le guide du régisseur des avances et des recettes / PAULET Bruno

Territorial éditions, 2020, 152 p.

Les régies de recettes et régies de dépenses constituent le mode le plus courant et le plus réaliste de gestion des équipements publics. Pourtant, que ce soit lors de sa création ou au cours de son fonctionnement, la gestion d'une régie demeure une affaire complexe. Conçu comme un guide pratique, ce Dossier d'experts balaye en 10 leçons toutes les grandes étapes de la vie d'une régie. De la création à l'établissement de la comptabilité, en passant par la nomination du régisseur, il s'adresse à tous ceux qui ont la charge d'une régie ou qui souhaitent en mettre une en place.

Il propose également de nombreux modèles de documents directement utilisables pour faciliter les démarches des collectivités.

Plan de continuité des activités et gestion de crise : Résilience, le défi des nouvelles menaces / WEBER Cécile

AFNOR, 2020, 200 p

Comment les entreprises et les organismes publics peuvent-ils faire face à des crises d'ampleur sans précédent, créant complexité et effets dominos, potentiellement dévastateurs ? Dans un environnement de plus en plus instable, les organismes doivent s'engager dans la construction de dispositifs de résilience, véritables leviers stratégiques, pour atténuer les impacts de crises majeures, exposant dangereusement leur fonctionnement, voire leur pérennité.

Ce livre-outil, décrit, tout d'abord, la méthodologie de construction du plan de continuité des activités et du plan de gestion de crise, avec une approche volontairement pragmatique, à l'aide d'outils et d'illustrations opérationnels. Il évoque ensuite, le nouveau paradigme de résilience qui émerge dans notre société technologique, face à des enjeux sociétaux inédits, et surtout des menaces systémiques, variées, interconnectées (cyber, climatique, accès aux ressources, géopolitique, sûreté...), amplifiées par une pression médiatique.

Cet ouvrage propose, enfin, une approche inédite, au travers de dispositifs de résilience " augmentés ", intégrant notamment innovations technologiques, capacités et coopérations audacieuses.

[↩ Retour sommaire](#)

La différenciation territoriale - L'adaptation du droit à la diversité des territoires : réalités et perspectives / ALLEMAND Roselyne, DANTONEL COR Nadine

Harmattan (L'), 2020, 278 p.

La différenciation territoriale permet une adaptation du droit à la diversité des territoires. Elle s'est imposée dans le paysage local français en permettant l'adoption de statuts spécifiques pour certaines collectivités territoriales. Cette différenciation territoriale peut-elle être renforcée ? Elle pourrait permettre aux collectivités de déroger aux dispositions législatives et réglementaires qui régissent leurs compétences.

Mais quelles sont les limites de prises en considération des réalités locales ?

Pilotage et contrôle financier de la délégation de service public : Comment maîtriser l'économie du contrat / PARIER Elodie, PERELSTEIN Alain

Territorial éditions, 2020, 130 p.

Le suivi d'une délégation de service public (DSP) est probablement l'une des missions les plus complexes et les plus impliquantes qui soit pour un collaborateur de collectivité territoriale. Complexe, parce qu'elle mobilise des savoir-faire hétérogènes, à la fois techniques, juridiques et financiers. Impliquante, parce que les enjeux sociétaux et financiers sont très souvent considérables et que, de l'autre côté de la table de négociation, le délégataire est représenté par des experts avertis et des négociateurs aguerris.

Le moment où l'on sent que l'autre partie est en train de faire adopter son point de vue par les décideurs alors que l'on est convaincu qu'il dessert le service public est redoutable à vivre. C'est pour vous éviter cette situation que les auteurs ont souhaité partager une somme de leur expérience et leur pratique dans cet ouvrage. Sa colonne vertébrale est la notion d'économie du contrat, c'est-à-dire la vie du contrat dans la durée.

Celle-ci est abordée sous trois plans : - un retour d'expérience, qui fournira des illustrations concrètes de cette notion ; - des outils théoriques, notamment sur le plan financier, qui permettent de maîtriser cette notion et son utilisation ; - de nombreuses références et jurisprudences permettant de rendre opposable la position de la collectivité. En vous appropriant l'ensemble des recommandations des auteurs, vous servirez au mieux le service public.

La société des vulnérables : Leçons féministes d'une crise / VALLAUD BELKACEM Najat, LAUGIER Sandra

Gallimard, 2020, 59 p.

A la racine des inégalités de notre organisation sociale, il y a cette idée qu'une femme, c'est toujours un peu moins légitime, compétent, important qu'un homme. Voilà pourquoi on craint, à chaque soubresaut de l'histoire, que ne se réalise la prédiction de Simone de Beauvoir : "Il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question." De fait, la parole d'expertise et de pouvoir des hommes a repris le dessus durant la crise, alors même que nous redécouvrons que le vaste peuple, aussi indispensable qu'invisible, des travailleurs qui prennent soin des autres était massivement constitué de femmes.

De sorte que le combat féministe pour l'égalité peut s'identifier à la défense d'un projet de société qui, au nom de notre vulnérabilité commune, reconnaisse enfin une valeur au travail du soin et à la contribution de chacun plutôt qu'au pouvoir de quelques-uns. Telle est l'éthique démocratique du care.

De quoi l'État islamique est-il le nom ? / SALINAS Hugo

Harmattan (L'), 2020, 118 p.

En 2014, le monde découvre la violence avec laquelle s'impose dans un Proche-Orient bouleversé un nouvel acteur devenu incontournable dans la géopolitique de la région : l'État islamique. Dès lors s'engage une guerre des mots pour désigner un groupe que l'on a du mal à nommer. État ? Califat ? Organisation terroriste ? Guérilla ? Les mots utilisés pour désigner cette réalité désormais partout présente sont nombreux, mais aucun ne couvre réellement la complexité de cette réalité. Cet essai propose des outils pour mieux comprendre pourquoi l'État islamique a bouleversé notre manière de concevoir le terrorisme et pour dessiner les contours souvent flous d'une organisation qui a marqué la décennie 2010 et qui marquera peut-être encore les suivantes.

[Retour sommaire](#)

Construire son bilan social et autres tableaux de bord en 200 indicateurs clés / CHATEL Valérie
Territorial éditions, 2020, 148 p.

Dans toutes les administrations, la place de la direction des ressources humaines dans la stratégie prend une dimension nouvelle : qu'il s'agisse de prendre en compte des restrictions budgétaires, de réaliser des fusions de structures ou des transferts de compétences, ou d'accompagner la croissance des collectivités, les transformations des administrations territoriales suscitent un besoin important de production de données et de partage des connaissances.

Le bilan social est un outil de communication qui permet d'améliorer le dialogue social et de partager les objectifs dans le domaine des ressources humaines. La nouvelle édition des 200 indicateurs pour construire son bilan social intègre toutes les dispositions récentes liées à la loi de transformation de la Fonction Publique, et à la mise en place de la réforme de la formation professionnelle. Elle vous permettra de construire les documents d'information qu'il faut désormais produire pour les élus et les instances de dialogue social.

Mais au-delà des obligations réglementaires, cette nouvelle version propose également des nouveaux tableaux pour suivre les chantiers importants comme la lutte contre les inégalités ou la prévention des risques psychosociaux. Elle s'attache à formaliser les tableaux de suivis stratégiques en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, ce qui permettra aux DRH des collectivités d'engager un dialogue positif avec les encadrants comme avec les partenaires sociaux.

Guide juridique de l'action culturelle locale / BUI XUAN Olivia, BOUHIER Vincent
Territorial éditions, 2020, 148 p.

Quelle collectivité peut aujourd'hui se désintéresser du secteur culturel ? Les ouvrages présentant le droit de la culture sont pourtant rares, d'autant que cette branche du droit a subi ces dernières années des mutations importantes. Ce "Guide juridique de l'action culturelle locale" a pour objectif de combler ce vide. Comment reconnaît-on un service public culturel ? Quelles sont les compétences des collectivités territoriales en matière culturelle ? Quelles précautions prendre pour monter un spectacle ? Quels avantages présentent les établissements publics de coopération culturelle ? Quels sont les apports de la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ? Telles sont les questions auxquelles cet ouvrage apporte des réponses.

Ce guide juridique présente par ailleurs les principales réglementations culturelles en vigueur, qu'il s'agisse du droit des archives, des monuments historiques, de l'archéologie préventive, des musées, ou des spectacles vivants. Il expose en outre les dernières lois intervenues dans le secteur, ainsi que la jurisprudence relative au secteur culturel.

L'asile et l'exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants / AKOKA Karen
Découverte (La), 2020, 352 p.

La distinction entre réfugiés politiques et migrants économiques s'est aujourd'hui imposée comme une évidence, tout comme la hiérarchie qui légitime l'accueil des réfugiés au détriment des migrants. Ce livre montre que ces définitions en disent plus long sur les États qui les appliquent que sur les individus qu'elles sont censées désigner. Car il n'existe pas de réfugié en soi que les institutions pourraient identifier pour peu qu'elles soient indépendantes ou en aient les moyens. La catégorie de réfugié se reconfigure en réalité sans cesse, au fil du temps, au gré des changements de rapports de force et de priorités politiques.

Plutôt que d'analyser les parcours des exilés pour déterminer s'il s'agit de réfugiés ou de migrants, cet ouvrage dissèque l'institution qui les nomme : l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra), depuis sa création en 1952. Il établit que la chute du taux de reconnaissance du statut de réfugié est moins liée à la transformation des profils des requérants, à l'obsolescence de la Convention de Genève ou à une perte d'indépendance de l'Ofpra qu'à un changement de subordination. Alors que, pendant la guerre froide, l'assujettissement du droit d'asile aux politiques diplomatiques et le besoin de main-d'œuvre favorisaient un taux élevé d'accords, son instrumentalisation par les politiques migratoires, dans le contexte de la construction de l'immigration comme problème, entraîne un taux élevé de rejets.

En s'intéressant aux acteurs du droit d'asile, à leurs profils et à leurs pratiques les plus quotidiennes, cette sociohistoire, par le bas, des politiques d'asile en France apporte une contribution nouvelle à l'analyse du pouvoir d'État en actes à l'égard des étrangers.

[Retour sommaire](#)

Les politiques publiques / BOUSSAGUET Laurie

Que sais-je ?, 2020, 128 p.

Qu'est-ce qu'une politique publique ? Comment est-elle conçue ? Et par qui ? Autant de questions que pose une notion qui devrait pourtant nous être familière tant les politiques publiques façonnent la société et nos vies quotidiennes, parfois jusque dans la sphère la plus intime. A l'heure où l'action publique connaît de multiples mutations et que se redessine en permanence la frontière entre public et privé, Laurie Boussaguet nous donne des clés de lecture pour mieux comprendre son fonctionnement, les nombreux acteurs qu'elle mobilise et les façons dont il est possible de l'analyser.

Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Bulletin documentaire

Édité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1

www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2021 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)